

Activisme à exporter

Après la crise financière des années 1997-1998, l'Asie du Sud-Est a repris le chemin de la croissance économique en misant sur l'ouverture des marchés internationaux. La société civile de ces régions est depuis longtemps confrontée au libéralisme économique.

De nombreuses organisations sociales y jouent un rôle important dans les mouvements d'opposition à l'OMC.

Cette crise a jeté un coup de froid. Elle a mis en évidence la face cachée du « miracle asiatique ». Au cours des années précédentes, des chercheurs et des activistes soulignaient déjà comment « le boom allait de pair avec la corruption, la répression

politique, la destruction massive de l'environnement et, souvent, avec une exploitation extrême des travailleurs sans droits »⁽¹⁾. Les chercheurs philippins Teresa Encarnacion Tadem et Eduardo Tadem affirmaient, en 2002, que « c'est cependant à la faveur de cette crise, économique puis politique, que les arguments des mouvements

Acteurs asiatiques de l'activisme transnational

Voici trois des plus importants « think tank » de la société civile asiatique :

► *Focus on the Global South* :

Cette ONG a été fondée en 1995 par le Philippin Walden Bello et par l'Indien Kamal Malhotra. Ce dernier s'est par après distancié des positions défendues par Bello. Basée à Bangkok (Thaïlande), Focus est devenue une référence pour le mouvement altermondialiste au niveau international. Son attrait s'explique notamment par la radicalité de son discours et son leadership intellectuel. Focus est un acteur clé de plusieurs mouvements d'opposition à l'OMC. (www.focusweb.org)

► *Third World Network* :

Né en 1984 en Malaisie, ce réseau s'est spécialisé dans le plaidoyer en matière de développement et de rapports Nord-Sud. A la différence de *Focus*, TWN affiche explicitement sa volonté de combiner son activisme dans la rue et son rôle de consultant auprès des gouvernements. TWN participe ainsi aux processus officiels de l'OMC et, par le biais de son antenne au Ghana, offre son expertise aux négociateurs des gouvernements africains. (www.twinside.org.sg)

► *Asia Pacific Research Network* :

Fondé à Manille (Philippines) en 1999, ce réseau regroupe actuellement 37 centres de recherche en développement, de 17 pays de l'Asie - Pacifique. Engagé déjà à Seattle, où il a organisé un forum alternatif à la conférence de l'OMC, le réseau est également actif dans le domaine de la formation. Aujourd'hui, l'APRN joue un rôle fondamental en matière de recherche et de plaidoyer tant en Asie du Sud-Est que dans la région de l'Asie-Pacifique. (www.aprnet.org)

► Source : Dominique Caouette, « Transnational Civil Society Advocacy: Bringing Out a Citizen Voice to the WTO Negotiations », Université de Montréal, novembre 2005.

Quel pouvoir réel pour les sociétés civiles ?

Selon Sharon Quinsaat, chercheuse au Centre d'études sur le tiers monde, de l'Université des Philippines, les victoires ou les défaites de la société civile ne peuvent pas être définies seulement en fonction des réussites ou des échecs des conférences ministérielles de l'OMC. Des estimations de ce genre sont exagérées, non seulement par le pouvoir que l'on prête à la société civile mais aussi parce que l'on simplifie trop les politiques à l'œuvre lors des négociations commerciales internationales. A ce propos, Amrita Narlikar et Rorden Wilkinson ont souligné que l'échec de l'OMC à Cancun était lié « aux sérieux défauts et à la conception institutionnelle » de l'organisme, ainsi qu'« à la manière irrégulière et problématique dont son cadre de régulation avait évolué ». Si vouloir placer la société civile dans une équation de cause à effet est problématique au niveau local, cela l'est encore davantage au niveau des négociations commerciales internationales à l'OMC. Surtout quand on sait que celles-ci mettent en jeu un labyrinthe d'acteurs et d'intérêts. Ainsi, l'arrêt des négociations et l'absence de consensus ne peuvent pas être attribués à un seul facteur, mais bien à plusieurs.

(1) Hans-Peter Martin et Harald Schuman, *The Global Trap: Globalization and the Assault on Democracy and Prosperity*, London et New York, Zed Books, 1996.

Tigres et dragons

Les « Tigres » asiatiques avaient connu une croissance économique sans précédent au cours des années 1980 et de la première partie des années 1990, alors même que les Etats-Unis et l'Europe s'enfonçaient dans la récession. La politique d'ouverture aux flux financiers et commerciaux internationaux mise en pratique par l'Indonésie, la Thaïlande, la Malaisie et les Philippines était alors mise en exergue par les institutions financières internationales. Les Tigres emboîtaient le pas aux « Dragons », (la Corée du Sud, Taïwan, Hong Kong et Singapour), eux-mêmes tirés par la locomotive japonaise. C'est donc tout naturellement à Singapour que l'Organisation mondiale du commerce (OMC), née un an auparavant, a tenu en 1996 sa toute première conférence ministérielle.

(2) Voir *Mondialisation des résistances. L'état des luttes 2002*, François Houtart et Samir Amin.

(3) Etablie en 1989, l'APEC compte 21 membres (notamment, les Etats-Unis, le Canada, la Russie, la Chine et le Japon). Il représente la zone économique la plus dynamique au monde, ayant participé à presque 70 % de la croissance économique globale entre 1994 et 2004. L'APEC est le seul groupe inter-gouvernemental au monde fonctionnant sur la base des engagements non contraignants. Il prévoit la construction d'une zone de libre-échange d'ici 2010 (ou 2020 pour les pays les moins avancés). Voir : www.apec.org/ et fr.wikipedia.org/wiki/

► sociaux en lutte contre la mondialisation néolibérale et pour la démocratisation des régimes autoritaires ont le plus progressé », (2). Qu'en est-il aujourd'hui ? Pour en savoir davantage, Défis-Sud a rencontré Dominique Caouette, professeur adjoint au Département des Sciences politiques de l'Université de Montréal. Spécialiste de l'altermondialisme et du développement international, il mène actuellement une recherche sur les mouvements d'opposition à la mondialisation en Asie du Sud et du Sud-Est.

DS Quelle importance les sociétés civiles de la région accordent-elles aux enjeux du commerce international ?

Dominique Caouette : La libéralisation économique est devenue un enjeu important à partir de la deuxième moitié des années 1980, c'est-à-dire à l'époque de l'émergence des « Tigres » et de la création, en 1989, de l'Accord de coopération économique Asie-Pacifique (APEC) (3). Toutefois, le sujet acquit une portée toute particulière avec la crise financière des années 1997-1998. Celle-ci n'a pas seulement favorisé le renforcement de la société civile à l'intérieur de chaque pays : elle a également contribué à la naissance de réseaux régionaux. Pour des raisons historiques et culturelles, les sociétés de la région sont très hétérogènes, ne partageant pas, par exemple, un même ensemble linguistique. Mais là, les organisations sociales se sont rendu compte qu'elles étaient toutes dans la même situation : leurs gouvernements avaient libéralisé l'économie sans avoir nullement consulté leur population. Des ONG comme *Focus on the global South*, basée en Thaïlande, et le réseau *Third World Network*, basé en Malaisie, ont joué un rôle crucial en portant un regard citoyen critique sur ces grands processus. Au fil des années, *Focus* et *TWN* sont devenus des acteurs importants du mouvement altermondialiste, même au-delà du Sud-Est asiatique.

DS En Amérique latine, la cible principale des opposants au libre-échange était un accord commercial régional (la ZLEA) plutôt que l'OMC. Qu'en est-il en Asie du Sud-Est ?

DC : La société civile de la région a toujours porté un regard critique sur des instances régionales, comme l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), et supra-régionales, comme l'APEC ; elle se mobilise parfois contre le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale. Mais l'OMC reste sa cible de choix. D'une part, parce que les plans régionaux d'intégration économique, comme l'ANASE, n'ont jamais vraiment pris de leur envol. L'ANASE a été longtemps considérée comme un club de joueurs de golf, sans aucune prise sur les politiques nationales. Seule la volonté de contrer

l'influence croissante de la Chine pourrait éventuellement inciter les gouvernements de la région à collaborer davantage. D'autre part, les économies du Sud-Est asiatique sont plus ancrées aux marchés internationaux que celles du Brésil et du Mexique. Nombre d'usines de la région sont liées à des grands consortiums internationaux. Ainsi, les enjeux dont on discute à l'OMC touchent directement les économies locales.

DS Comment les gouvernements de la région se positionnent-ils dans le cadre des négociations à l'OMC ?

DC : Il n'existe pas de position commune, car les intérêts économiques des pays de la région sont fort disparates. Les pays où la production agricole est importante, comme l'Indonésie, la Thaïlande et les Philippines, sont membres du G-20, qui demande aux Etats-Unis et à l'Union européenne de réduire leurs tarifs douaniers, tandis que d'autres, comme Singapour, centrés sur les services et les transactions financières, se battent pour l'accentuation de la libéralisation des marchés financiers.

DS Quelles sont les principales revendications des organisations sociales de la région par rapport à l'OMC ?

DC : Elles sont, dans l'ensemble, très similaires à celles avancées par les sociétés civiles africaine ou latino-américaine. D'abord, la protection des cultures agricoles de subsistance (dans le cas de l'Asie, c'est le riz). Ensuite, la reconnaissance et le respect des droits des travailleurs à l'intérieur des accords de libre échange. Enfin, le droit pour les Etats nationaux de garder un certain pouvoir de décision sur les matières économiques, sans devoir tout soumettre aux organisations supranationales, qu'il s'agisse de l'OMC, de la Banque mondiale ou du FMI.

DS Le débat entre 'réformistes' et 'abolitionnistes' de l'OMC existe au sein du mouvement social international : est-il également présent en Asie du Sud-Est ?

DC : La société civile de la région est divisée, comme ailleurs, autour de ces deux positions extrêmes. Les rapports de force entre elles ont toutefois évolué au fil du temps : au début, le point de vue dominant était celui des réformistes (d'abord de l'APEC, puis de l'OMC). Mais après la conférence de l'OMC à Seattle en 1999, ce sont les abolitionnistes qui ont pris le devant. Dernièrement, les esprits se sont apaisés. Ainsi les organisations qui ont rejoint l'Alliance populaire de Hong Kong sur l'OMC ont toutes convergé à propos de la nécessité de respecter leurs différences et de mener un travail commun, en vue de faire dérailler les négociations de l'OMC, comme cela a été le cas à Cancun, en 2003.

Le Sud-Est asiatique aujourd'hui

Après la crise de 1997-1998, de nombreuses sociétés d'Etat furent vendues aux enchères. Les « Tigres » asiatiques ont par la suite repris le chemin de la croissance économique, mais sont devenus davantage dépendants des investissements étrangers. La Chine, l'Europe et les Etats-Unis ont pu profiter des faillites pour se repositionner dans la région. A côté des « Tigres », les situations sont encore plus disparates.

Il y a d'abord le Vietnam, avec des taux de croissance économique semblables à ceux de la Chine ; puis le Timor Oriental, en proie à la guerre civile ; le sultanat pétrolier du Brunei ; et la Birmanie, dont le régime militaire au pouvoir parvient à réaliser de bonnes affaires avec plusieurs compagnies multinationales importantes. Mais, une fois encore, cette croissance cache de fortes contradictions sur le plan social. Ne citons que deux exemples : l'ouverture au tourisme en Thaïlande est allée de pair avec un regain de la prostitution ; et que serait la croissance économique des Philippines sans les capitaux envoyés par les huit millions d'émigrés, légaux et illégaux, installés au Moyen Orient et ailleurs ?

La dépendance vis-à-vis de la Chine est moins grave que celle de l'Amérique latine et de l'Afrique à l'égard des Etats-Unis ou de l'Union européenne. Les extractions minières chinoises permettent à certains Etats de garder leur balance commerciale en équilibre, mais la Chine en a également besoin pour maintenir sa croissance économique, ce qui confère à ces pays un certain pouvoir de négociation. Les grandes plantations agricoles, que ce soit d'ananas, de bananes ou d'huile de palme, jadis tributaires des sociétés étrangères, sont aujourd'hui exploitées par des multinationales régionales ou en « joint-venture » avec des capitaux chinois et japonais. Il ne faut pas oublier non plus le poids des technologies de pointe développées par les « Tigres », dont la Chine est particulièrement friande.

► D'après des propos recueillis auprès de Dominique Caouette

DS Quels sont les résultats obtenus par les partisans de l'une et de l'autre position ?

DC : En dehors de ce qui s'est passé à Cancun et à Seattle, l'on ne peut pas dire que les résultats aient été particulièrement importants : l'OMC existe toujours et ne cesse de progresser ; il en va de même pour l'APEC et l'ANASE. Cela dit, des concessions ont malgré tout été accordées par l'OMC. Lors de la conférence de Hong Kong, les grands acteurs de l'OMC ont affiché une attitude beaucoup plus ouverte à l'égard de la société civile. D'autre part, il y a eu au sein de la société civile de chacun des Etats une prise de conscience sur les enjeux des accords commerciaux internationaux. Quand j'étais aux Philippines, au début des années 1990, on parlait certes du FMI, mais les discussions avaient surtout un caractère national, que ce soit la répartition des richesses ou la réforme agraire. Aujourd'hui, les enjeux globaux et les luttes transnationales sont devenus beaucoup plus importants pour la résistance citoyenne régionale.

DS Des échecs des réunions de l'OMC à Seattle et à Cancun, à l'accord, même limité, trouvé à Hong Kong : la société civile du sud-est asiatique a-t-elle perdu de son pouvoir d'incidence auprès de ses gouvernements ?

DC : Hong Kong laisse un bilan mitigé. S'il est clair que la société civile n'a pas obtenu une victoire éclatante comme à Seattle et à Cancun, ce n'est pas non plus le cas pour l'OMC. Ce qui se passe, de manière plus globale, c'est que la société civile de la région se voit confrontée au rétrécissement des espaces de participation citoyenne. La lutte anti-terroriste mise en pratique par les Etats-Unis après les attentats de septembre 2001 a eu des effets beaucoup plus graves en Asie du Sud-Est - l'Indonésie étant le pays musulman le plus important au monde - qu'en Afrique ou en Amérique latine. En surfant sur cette vague sécuritaire, les Etats de la région se sentent de plus en plus libres d'agir de manière répressive et unilatérale. Dans ce contexte, les liens internationaux tissés par les organisations locales deviennent d'autant plus cruciaux en vue de faire pression auprès de leurs gouvernements. ■